

Unité départementale de la Côte-d'Or  
DREAL  
21 bd Voltaire  
21079 Dijon

Dijon, le 20/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SETEO (ancien)**

Route de Gray  
21850 Saint-Apollinaire

Références : 2025-456  
Code AIOT : 0005401641

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/10/2025 dans l'établissement SETEO (ancien) implanté Route de Gray 21850 Saint-Apollinaire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'objet du présent contrôle est de vérifier si l'exploitant a satisfait aux exigences de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07 mars 2025 de respecter l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 14 août 2024 concernant les moyens d'intervention en cas d'accident, et notamment la mise en place d'une réserve d'eau d'incendie de 120 m<sup>3</sup>.

Le délai accordé à l'exploitant pour se conformer à cet arrêté de mise en demeure était fixé au 8 septembre 2025 et est donc échu à la date du présent contrôle.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SETEO (ancien)
- Route de Gray 21850 Saint-Apollinaire
- Code AIOT : 0005401641
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SETEO est autorisée à exploiter une déchetterie professionnelle accueillant des déchets dangereux et non dangereux et des installations de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Contrôle du respect de l'APMD	AP de Mise en Demeure du 07/03/2025, article 1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30 octobre 2025 chez la société SETEO à Saint-Apollinaire (Route de Gray).

L'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 mars 2025 portant sur la disponibilité de l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie. En effet, le jour de l'inspection, la réserve d'eau d'incendie imposée dans l'arrêté préfectoral n'est pas installée sur le site. Le poteau d'incendie proposé par l'exploitant en remplacement de ladite réserve est également absent.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Contrôle du respect de l'APMD

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 07/03/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société SETEO, exploitant des installations sises route de Gray à Saint-Apollinaire, est mise en demeure dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions prévues à l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral du 14 août 2024 susvisé.
<b>Constats :</b>  <u><b>Non-conformité majeure 1 :</b></u>

Lors de l'inspection du 30 octobre 2025, il a été constaté le non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 mars 2025. L'exploitant n'a pas procédé à l'installation de la réserve d'eau d'incendie de 120 m<sup>3</sup> imposée par l'arrêté préfectoral du 14 août 2024, dans le délai imparti expirant le 8 septembre 2025.

L'exploitant a proposé de substituer à la réserve d'eau initialement requise un poteau d'incendie capable de fournir un débit de 120 m<sup>3</sup> d'eau en 2 heures. A la date de l'inspection, aucuns travaux d'installation n'avait été engagé.

Toutefois, l'exploitant a produit un bon de commande signé le 23 septembre 2025 avec un prestataire, prévoyant le 6 novembre 2025, une intervention de terrassement sur la voie publique. Le terrassement dans les limites de propriété de SETEO sera, selon l'exploitant, réalisé à partir du 4 novembre 2025.

En revanche, la date d'achèvement des travaux ainsi que celle du contrôle de débit du nouveau poteau demeurent indéterminées.

**L'exploitant ne respecte donc pas l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 mars 2025. Compte tenu de l'imminence du démarrage des travaux, il n'est pas proposé de sanction administrative à ce stade ; il est attendu de l'exploitant de justifier régulièrement auprès de l'Inspection de l'avancement des travaux jusqu'à la mise en conformité effective.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'Inspection des installations classées un état d'avancement des travaux d'installation du poteau d'incendie selon une périodicité bimensuelle (tous les 15 jours).

Ces comptes-rendus devront comporter l'ensemble des éléments justificatifs permettant d'attester de la progression effective des travaux (planning détaillé, factures, photos, attestations d'entreprises, etc.).

L'Inspection se réserve la possibilité de procéder à des contrôles inopinés durant la phase de réalisation des travaux afin de s'assurer de leur conformité.

En cas d'avancement insuffisant des travaux ou d'inaction caractérisée de l'exploitant, l'administration proposera la mise en œuvre de sanctions administratives, notamment l'application d'une amende et/ou d'une astreinte journalière conformément aux dispositions du Code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois